

La politique de l'eau et de la nature dans le Puy de Dôme



Repérage de zone humide – photo DDT63

1 - Fonctionnement MISEN

2 – Actions de la MISEN

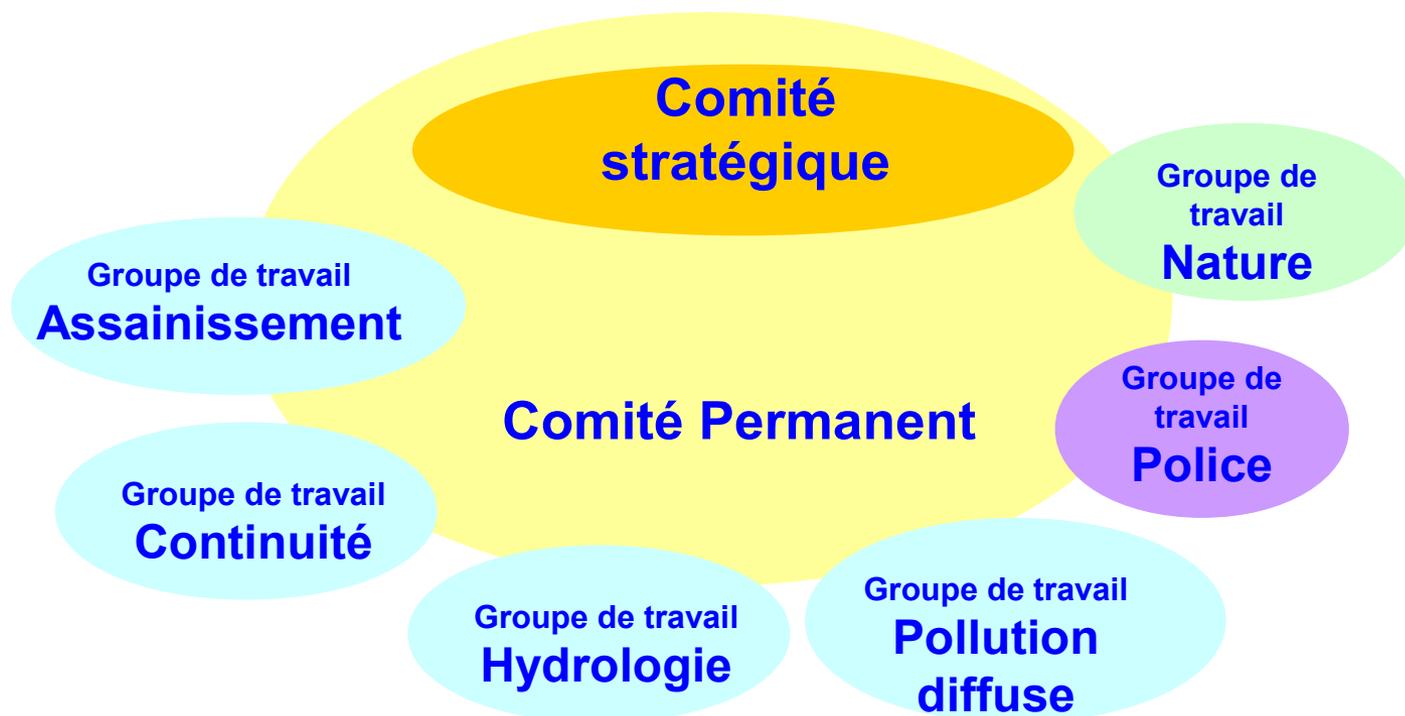
2.1 - Instruire et contrôler

2.2 - Favoriser la gouvernance locale

2.3 - Inciter financièrement

2.4 - Communiquer - informer

Fonctionnement de la MISEN en 2014



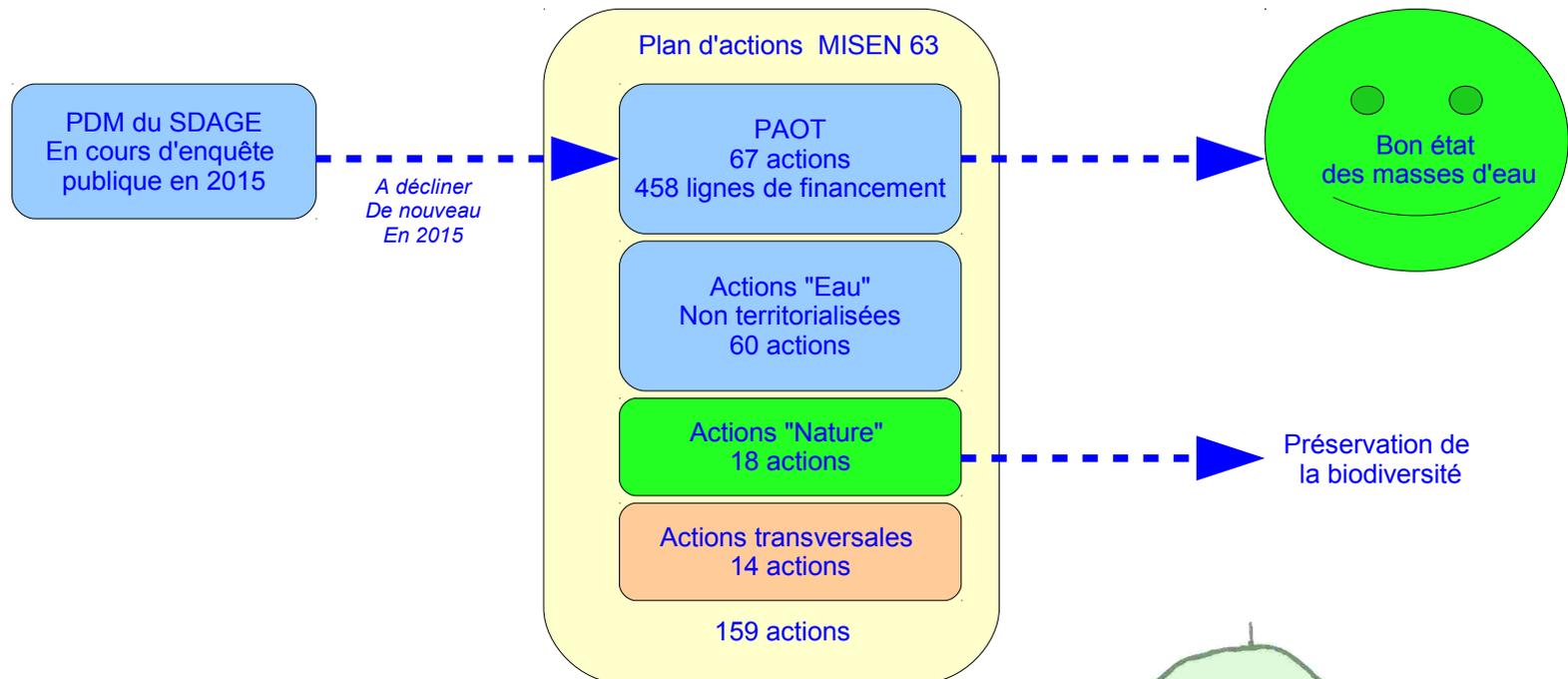
1 réunion du comité stratégique
4 réunions du comité permanent
Plus de 15 réunions de groupes de travail

Un programme d'actions de la MISEN en 10 axes

- E1 : Structurer et développer une gouvernance eau
- E2 : Gérer la ressource en eau
- E3 : Améliorer et préserver la qualité des eaux
- E4 : Contribuer à la connaissance et à la prévention des risques liés à l'eau
- E5 : Préserver et restaurer les milieux aquatiques pour un bon état écologique
- **N1 : Protéger les habitats et les espèces d'intérêt communautaire dans le cadre du réseau NATURA 2000**
- **N2 : Protéger la faune et la flore sauvages**
- **N3 : Prendre en compte en amont les impacts sur l'environnement**
- **T1 : Informer, communiquer et gérer les données sur l'eau et la nature**
- **T2 : Organiser les actions de la police de l'eau et de la nature**

Programme MISEN et PDM, PAOT

- Directive Cadre sur l'Eau : le bon état en 2015, ou 2021 ou 2027
- **SDAGE par grand bassin hydrographique**
 - des objectifs par masse d'eau
 - un programme de mesures (PDM) pour atteindre ces objectifs
 - **Plan d'Action Opérationnel Territorialisé par département**
 - *Pour un rapportage au ministère puis à l'Europe*



Les action de la MISEN

2.1 - Instruire et contrôler

2.2 - Favoriser la gouvernance locale

2.3 - Inciter financièrement

2.4 - Communiquer - informer

Instruire

pour encadrer les activités et projets et limiter les impacts

- 23 autorisations loi sur l'eau délivrées, 69 arrêtés de prescriptions spécifiques suite à déclaration de travaux/ouvrages, 81 récépissés de déclaration simples de travaux/ouvrages, 185 avis préalables à travaux,
- 441 dossiers de manifestation sportive en plein air instruits dont 55 avec étude d'incidence Natura 2000,
- 11 dossiers de dérogation espèces protégées (hors cormoran)
- 28 évaluation d'incidence Natura 2000 (hors loi sur l'eau et manifestation) : 10 ICPE, 7 documents d'urbanisme, ...

Contrôler pour ...

- vérifier que les prescriptions qui sont édictées sont effectivement appliquées,
- s'assurer que les prescriptions édictées sont effectivement contrôlables, cohérentes avec la protection du milieu et réalistes,
- constater les manquements ou infractions et engager les procédures correctives et/ou répressives,
- faire changer des pratiques qui impactent le milieu aquatique (ex : ZNT, drainage de zone humide).

Deux types de contrôles possibles

	administratif	judiciaire
Référence	L.171-1 et suivant du CE	L.172-1 et suivant du CE
Autorité	Préfet	Procureur
Qui peut le réaliser	Fonctionnaire	Fonctionnaire commissionné et assermenté , ...
But	Préventif Vérifier le respect des règles	Répressif Constater une infraction
Suite	Rapport de manquement Suite administrative	Procès verbal Suite pénale
Diffusion	Rapport transmis à l'intéressé avec contradictoire	PV non transmis à l'intéressé. Copie à fédé si concernée

La police de l'eau et de la nature

Une coordination qui passe par

- un plan de contrôle validé en MISEN stratégique pour fixer les objectifs et définir un pilote par action
- 2 réunions du groupe police MISEN en 2014 pour suivre l'avancement du plan de contrôle
- un protocole d'accord Etat-Parquet-ONEMA-ONCFS pour coordonner les suites administratives et pénales *(en phase de renouvellement)*

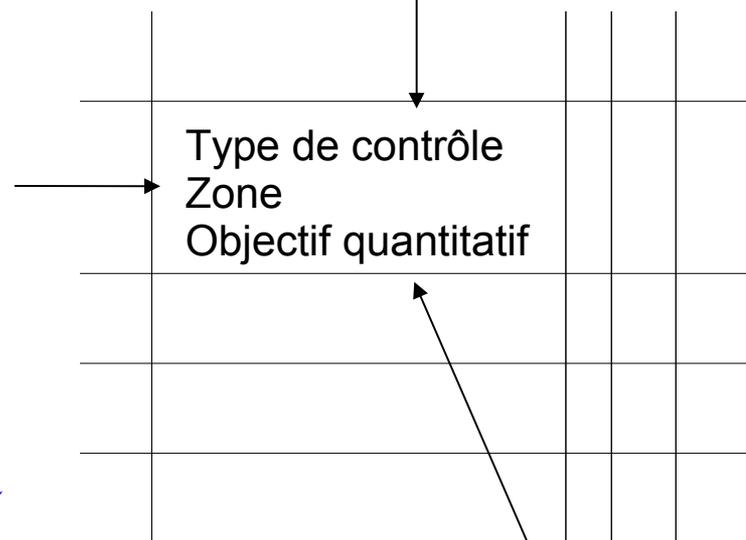
Un plan de contrôle adapté aux enjeux locaux et aux moyens disponibles

Grands domaines d'intervention

- Qualité eau
- Gestion quantitative ressource en eau
- *Sécurité publique*
- Préservation milieux aquatiques
- Lutte contre braconnage ressources piscicoles
- Exercice pêche
- Surveillance des territoires
- Lutte contre braconnage faune
- Gestion espèces chassables et police chasse
- Préservation faune et flore
- Protection habitats

Enjeux locaux

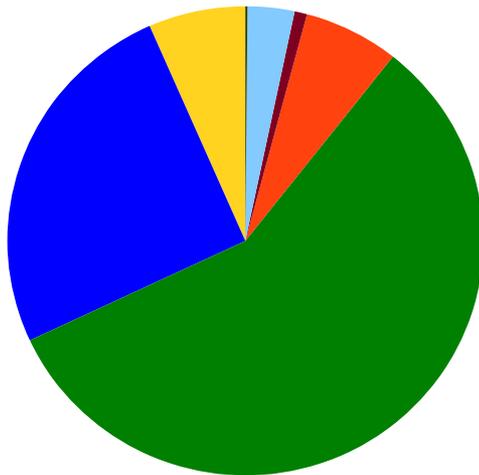
- Etat des masses d'eau
- Etat de conservation des habitats/espèces
- Pression usages



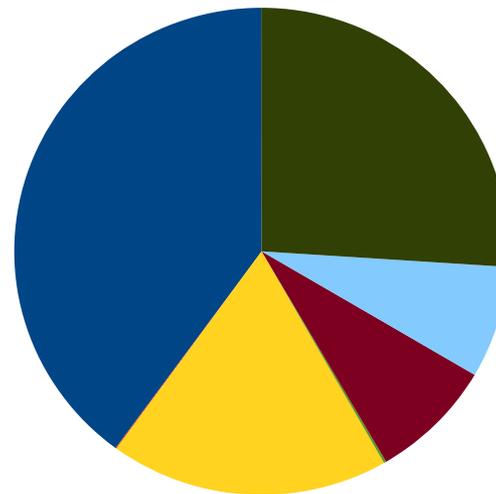
Moyens humains

La police de l'eau et de la nature

3059 journées de contrôle en 2014, soit un équivalent de 14 ETP



- DDT
- ONEMA
- ONCFS
- DREAL
- DDPP
- DRAAF
- ARS



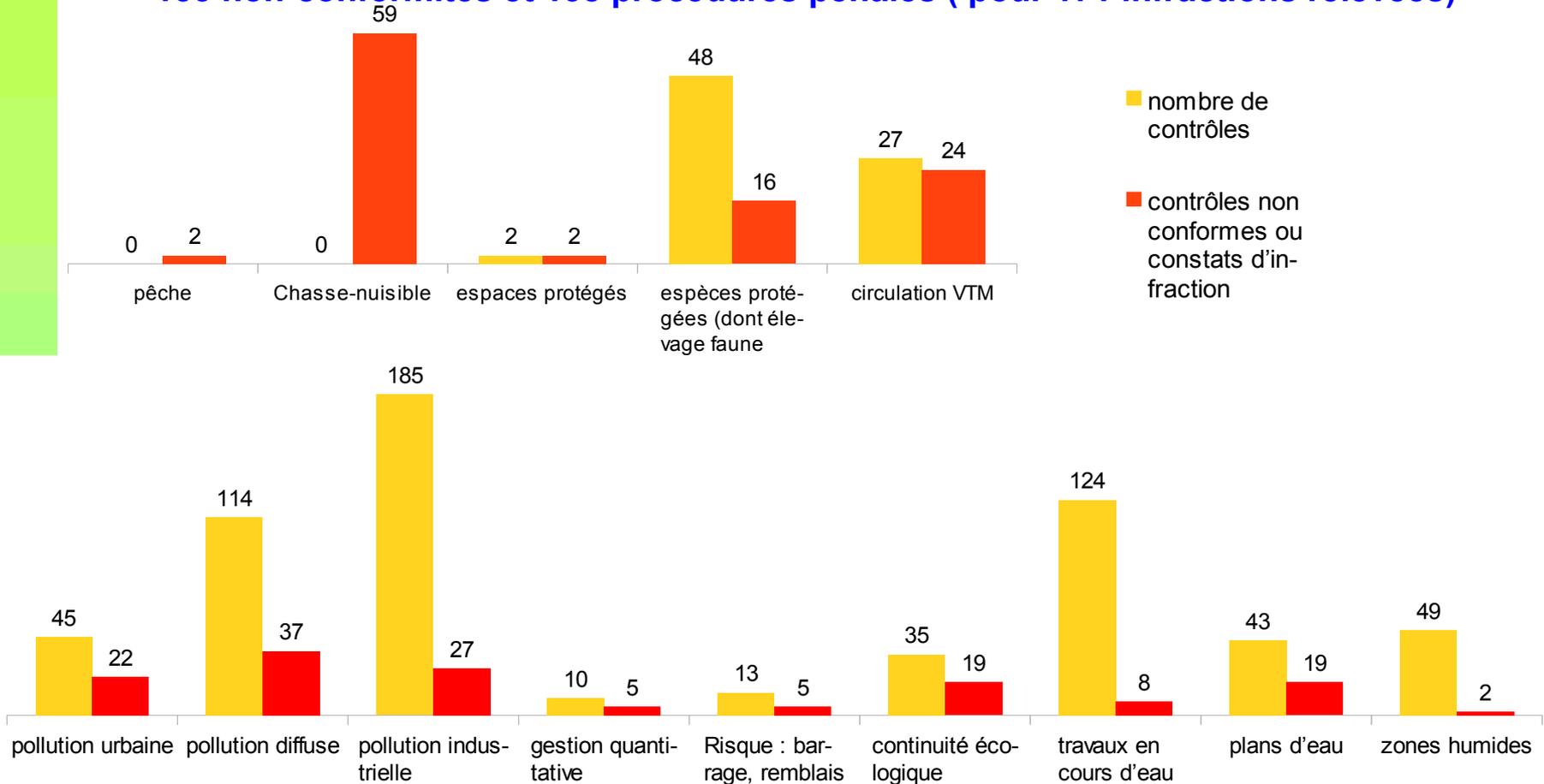
- eau et milieux aquatiques
- pêche
- Chasse-nuisible
- espaces protégés
- espèces protégées (dont élevage faune sauvage)
- circulation VTM
- surveillance des territoires

La police de l'eau et de la nature

695 contrôles d'installations, travaux ou activités

hors opérations de surveillance ou territoriale

155 non-conformités et 138 procédures pénales (pour 171 infractions relevées)



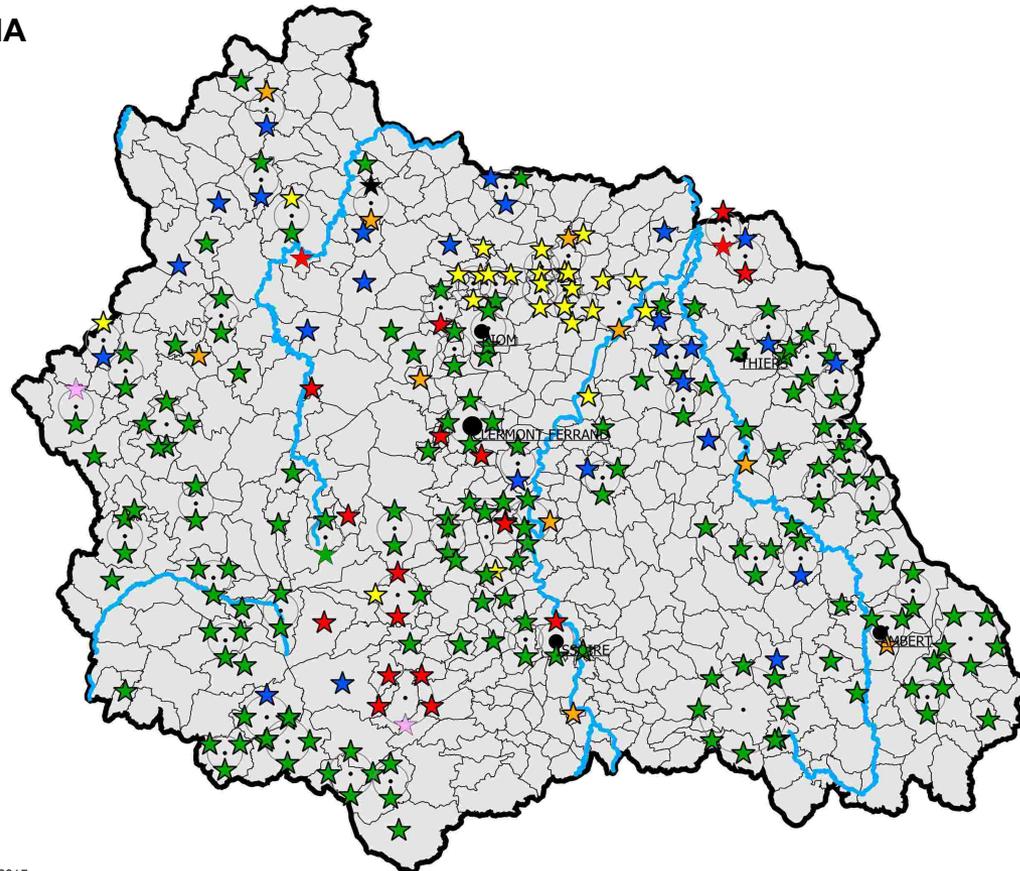
La police de l'eau et de la nature

Des contrôles répartis sur l'ensemble du département
avec des actions par bassin versant

Service départemental du PUY-DE-DOME
Bilan des contrôles par commune 2014

ONEMA

- CONTROLES au 01-2015**
- ★ QUALITE D'EAU
 - ★ PLAN D'EAU
 - ★ CONTINUITE ET OUVRAGES
 - ★ TRAVAUX ET ZH
 - ★ ZNT
 - ★ MASSES D'EAU BE ET TBE
 - ★ AUTRES ACTIONS



241 contrôles

Sources: BD Cartho®, BD Topo®- ©IGN, ONEMA-DIR6-01-2015

La police de l'eau et de la nature

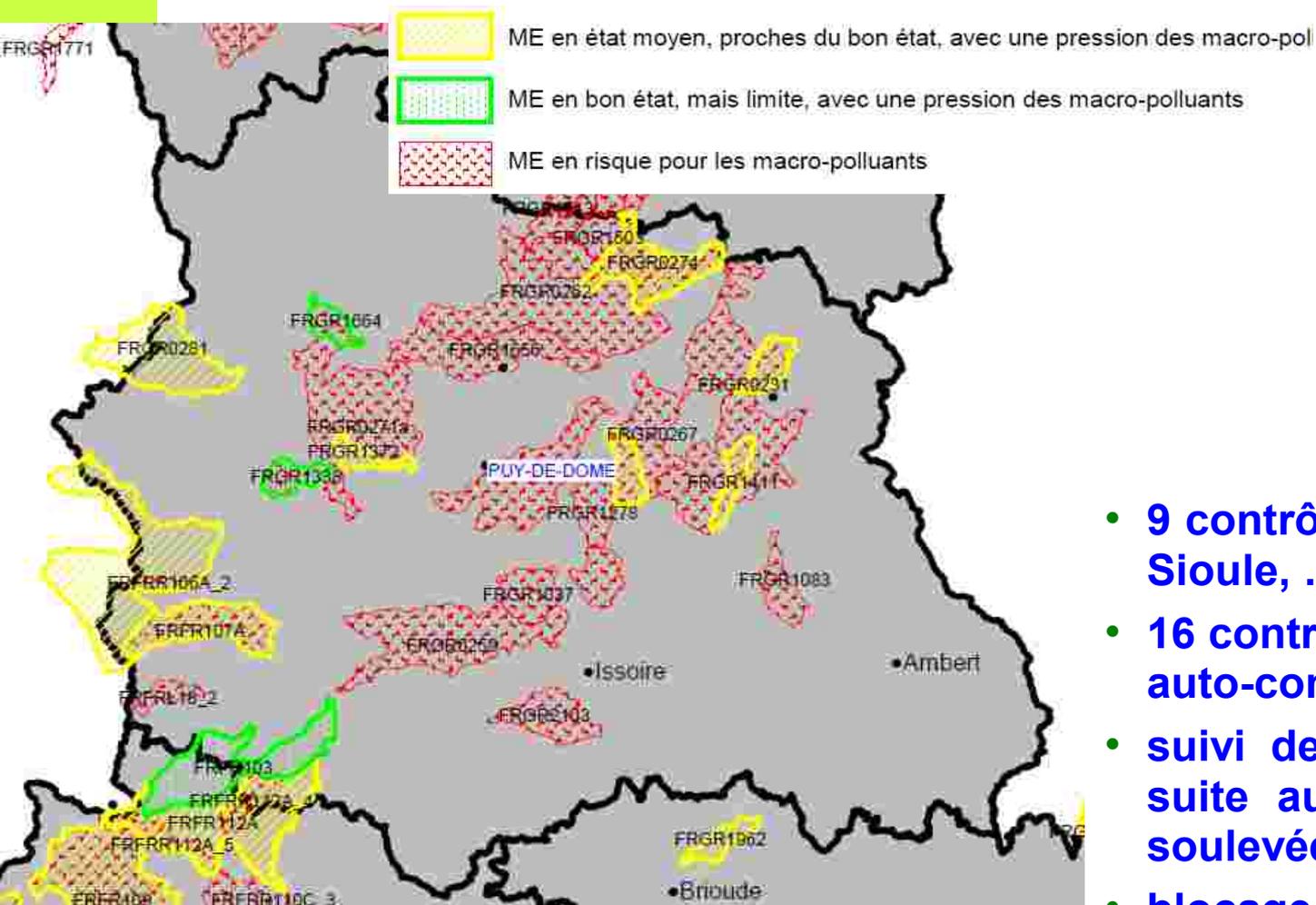
Des suites à contrôles non-conformes à mieux formaliser et mieux quantifier

Non-conformité 2014	Eau (y compris ICPE)	Nature
Compte-rendu avec lettre de rappel	110	5
Rapport de manquement	36	4
Mise en demeure administrative	Au moins 6	2

Suite pénale des constats 2014	Eau	Nature
Rappel à la loi	1	
Timbre-amende		45
Transactions pénales		
Poursuites / Jugement	1	
En instruction	24	67

La police de l'eau et de la nature : illustration d'une thématique

Lutter contre les pollutions urbaines



En 2014, sur les agglomérations d'assainissement

- 9 contrôles sur site (Couze, Sioule, ...)
- 16 contrôles bureau à partir auto-contrôle
- suivi des demandes faites suite aux non-conformités soulevées
- blocage urbanisation sur 3 collectivités

La police de l'eau et de la nature : illustration d'une thématique

Lutter contre les pollutions industrielles

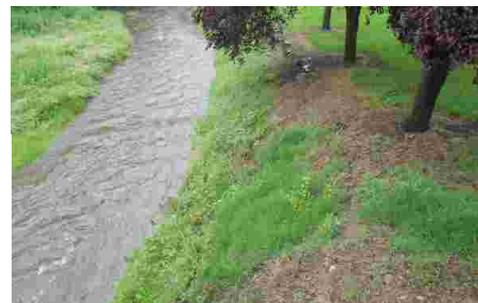
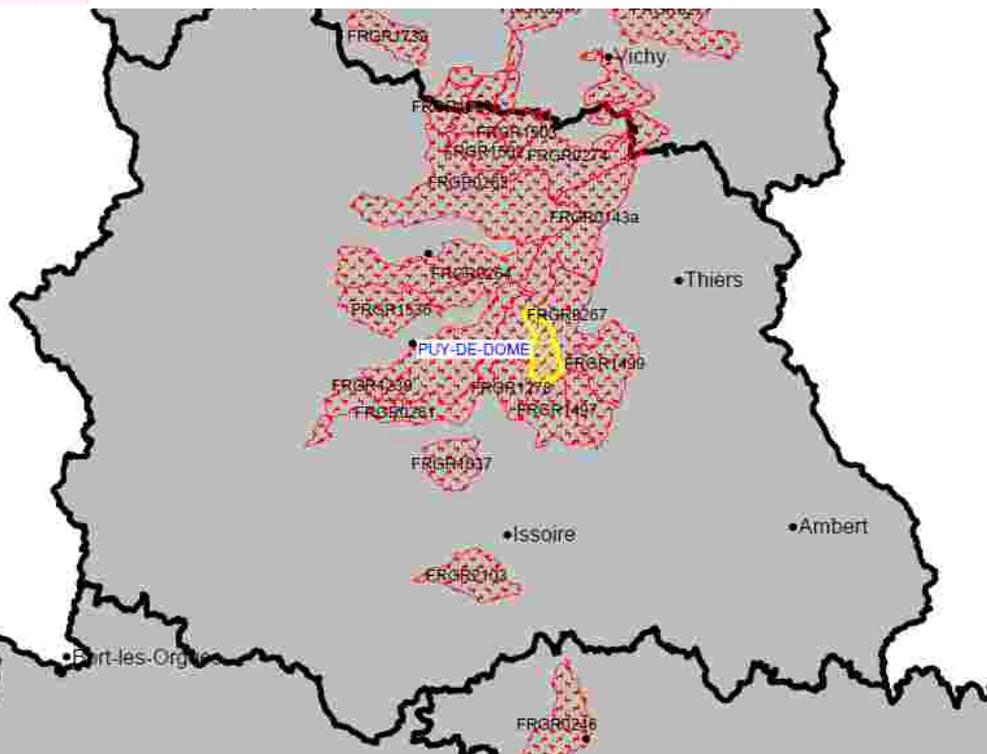
- **185 contrôles**
- **27 contrôles non conformes ou constats d'infractions**

La police de l'eau et de la nature : illustration d'une thématique

Lutter contre les pollutions par les pesticides

 ME en état moyen, proches du bon état, avec une pression en phytosanitaires

 ME en risque pour les phytosanitaires



- 171 jours de contrôle terrain
- 11 PV rédigés



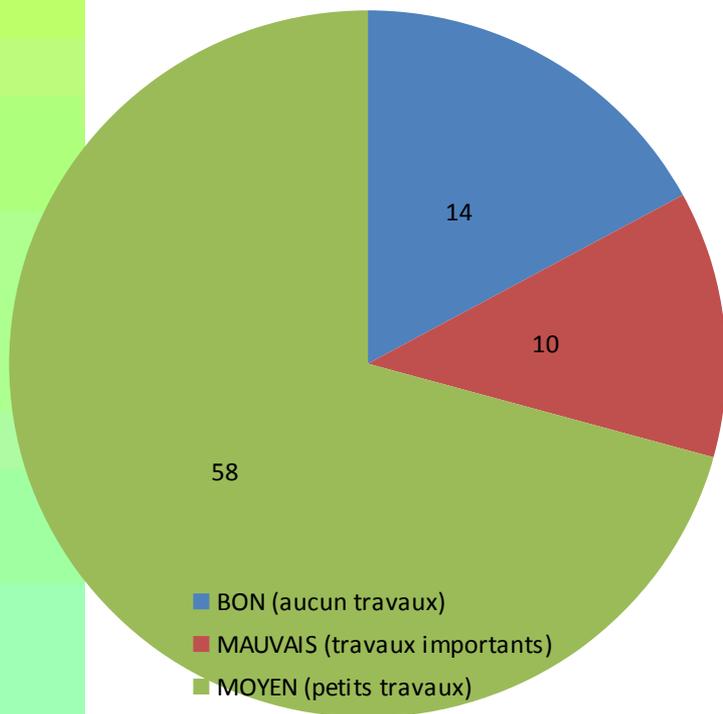
La police de l'eau et de la nature : illustration d'une thématique

Bilan des inspections de captages

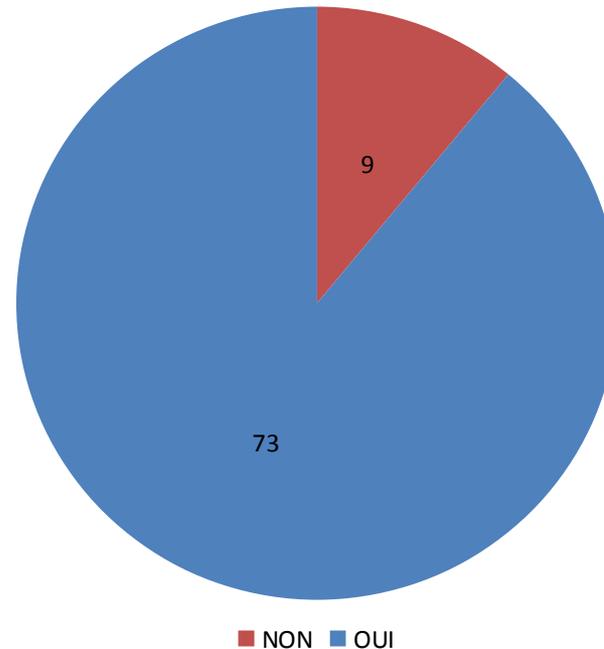
ARS - DT Puy-de-Dôme

2009-2014

Etat des ouvrages

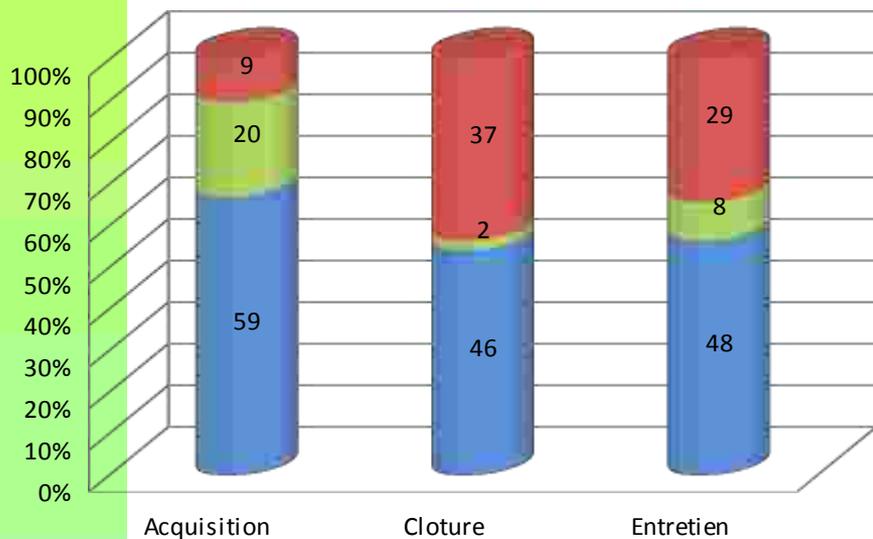


Entretien des ouvrages



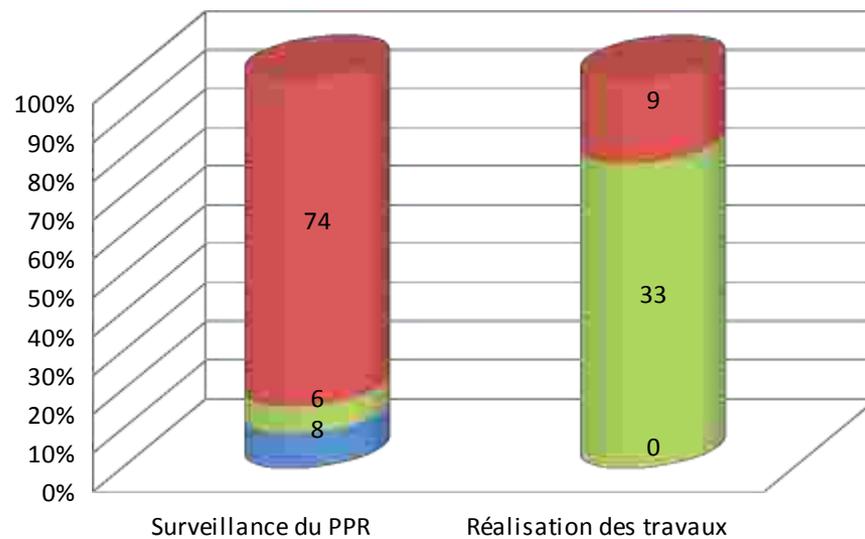
Bilan des inspections de captage

PPI



■ PARTIEL ou EN COURS ■ NON ■

PPR



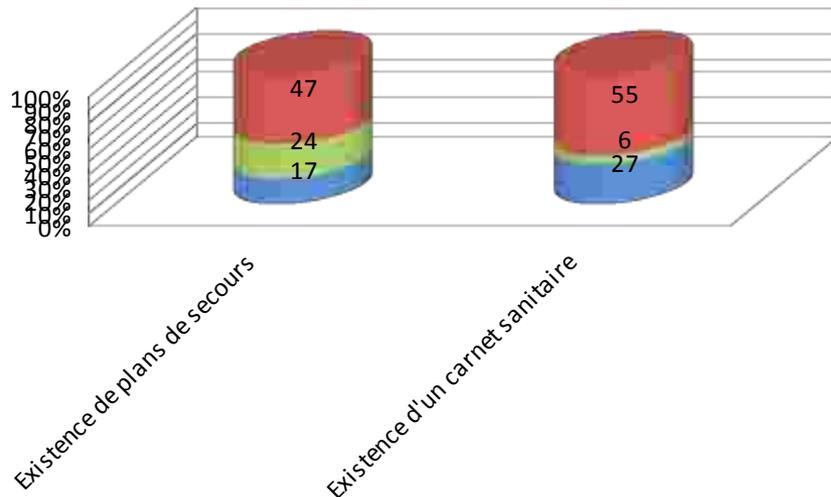
■ PARTIEL ■ NON ■

La police de l'eau et de la nature : illustration d'une thématique

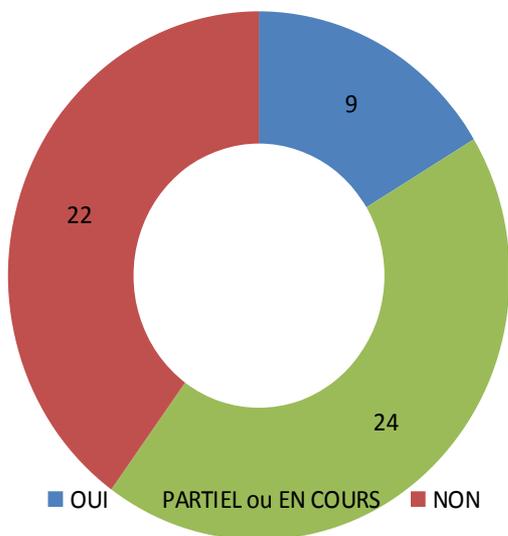
2.1
2014



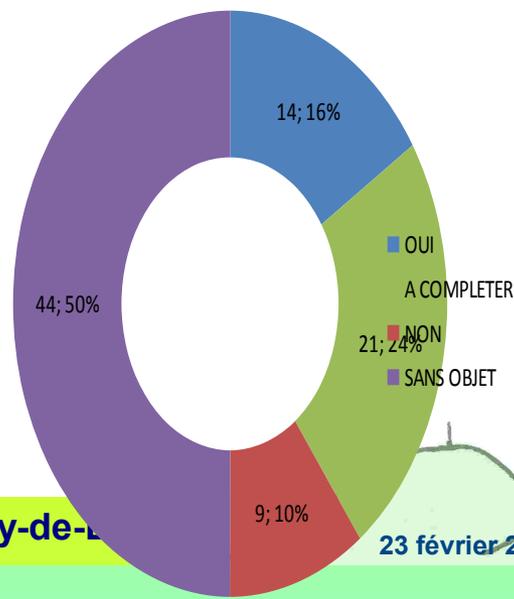
Procédures et traçabilité



Traitement conforme à l'arrêté Désinfection et/ou traitement de l'agressivité



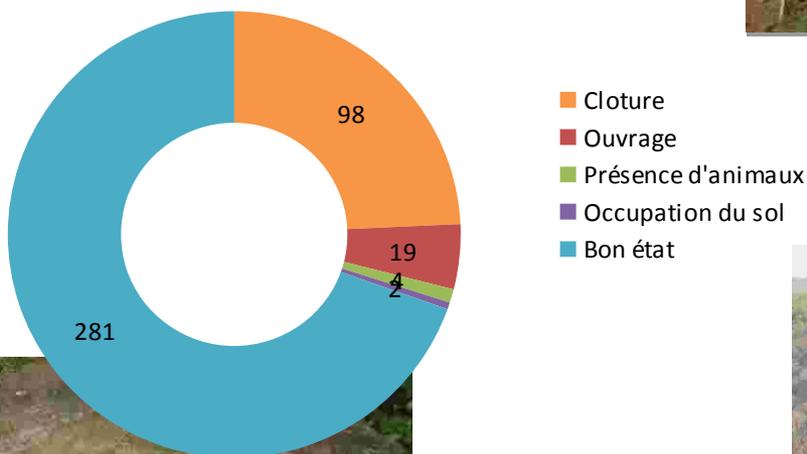
Annexion des servitudes dans les documents d'urbanisme



Au total 365 injonctions

Bilan des inspections de captage

Visites simplifiées 2012-2014



La police de l'eau et de la nature : illustration d'une thématique

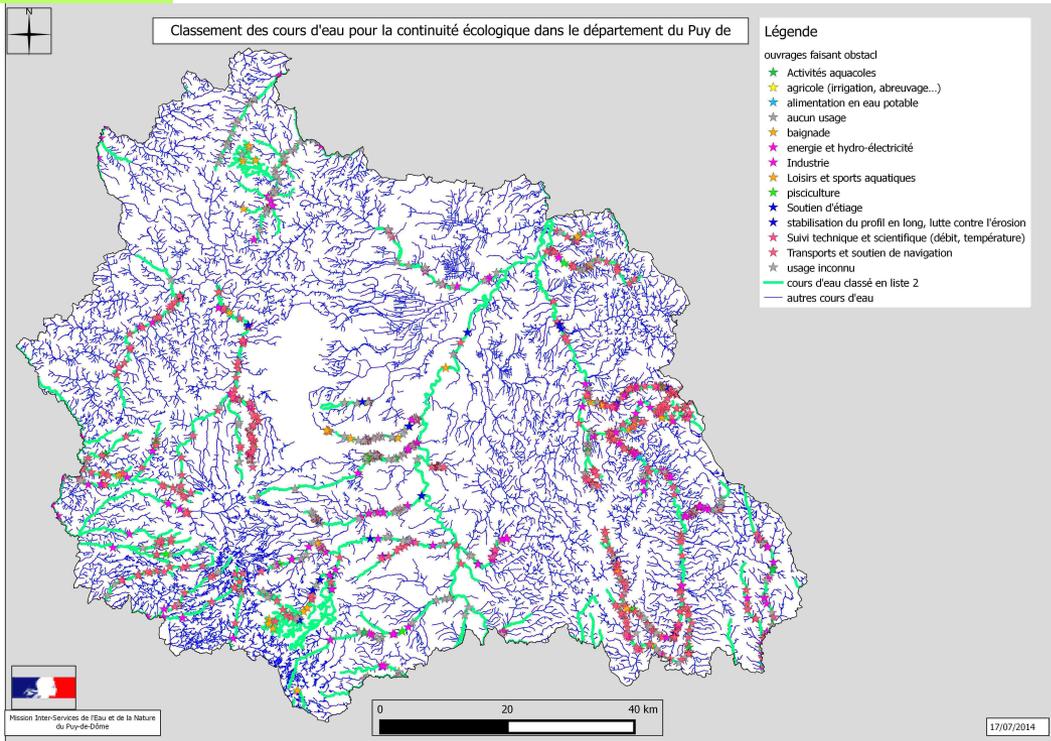
Assurer la continuité écologique

525 ouvrages à rendre franchissable d'ici 2018

35 contrôles en 2014 pour expliquer et vérifier avancement projet

2 mises en demeure pour des projets qui n'avançaient pas (depuis 2007)

8 ouvrages mis en conformité
(dont 1 suite à mise en demeure)



- 557 jours de contrôles
- 965 contrôles de permis de chasse
- 458 contacts avec le monde de la chasse
- 39 timbres amendes
- 19 PV pour infraction chasse ou agrainage
- 1 PV pour piégeage

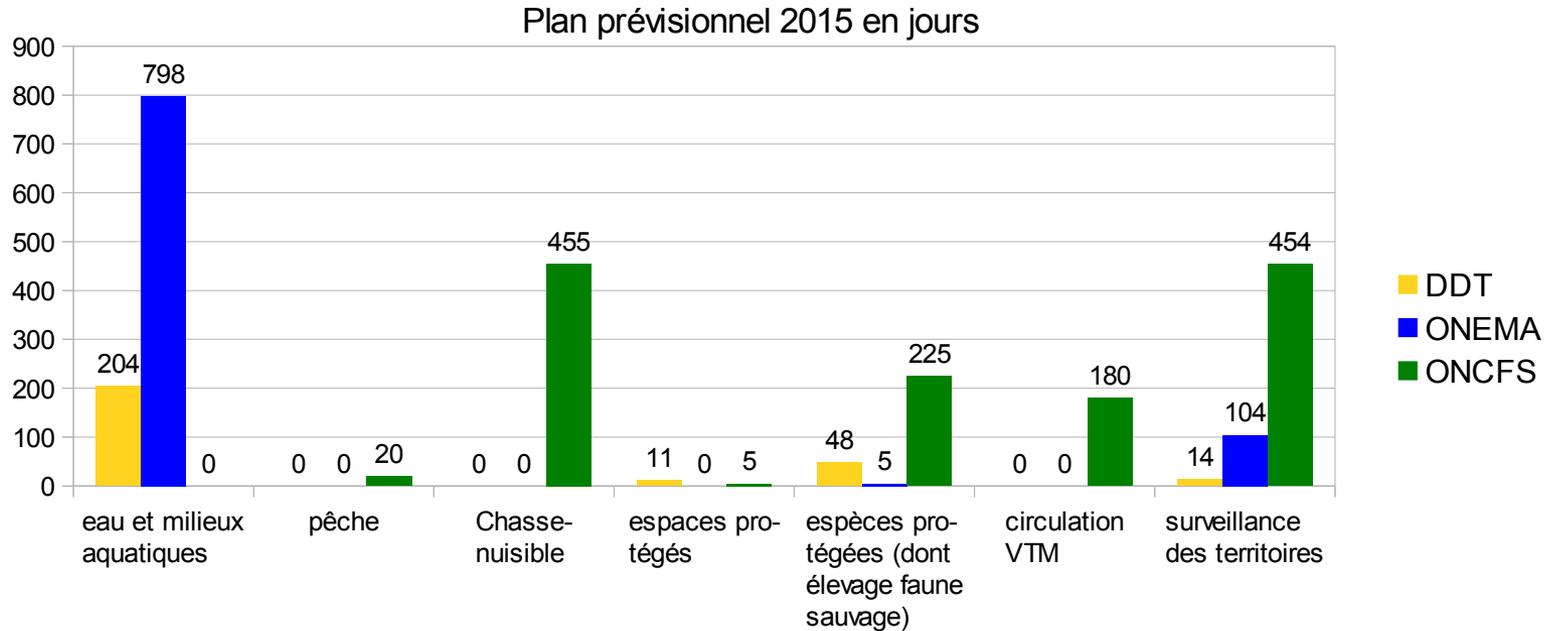


goudon de norvège déposé contre un arbre et agrainage illégal de sangliers



capture accidentelle d'une genette par un piégeur

La police de l'eau et de la nature



Points d'attention

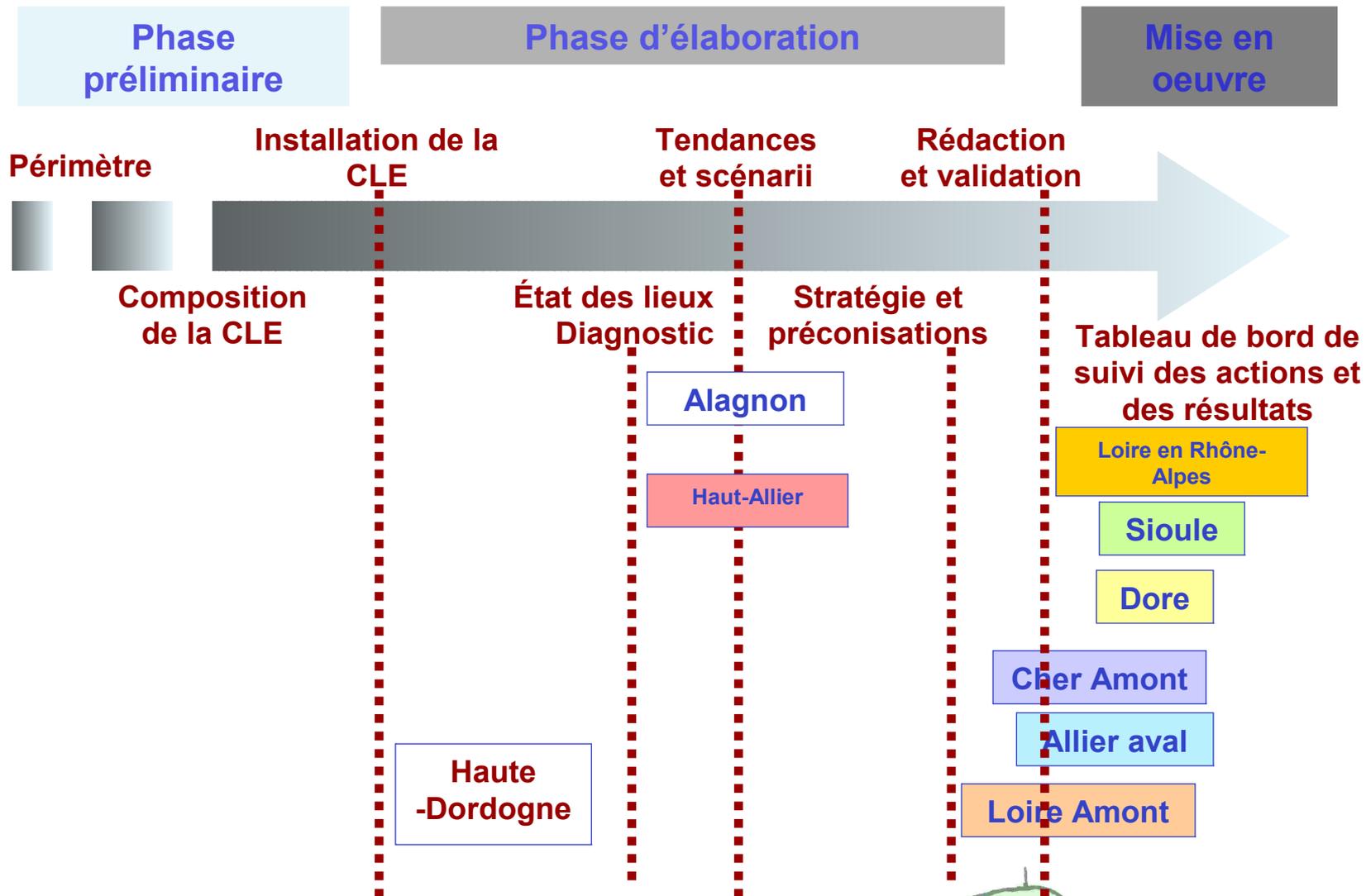
- Utiliser d'avantage le rapport de manquement pour les contrôles non-conformes
- Utiliser le procès verbal simplifié valent avertissement
- Mieux quantifier les suites pénales

Thématiques renforcées

Zone vulnérable (CIPAN), plan d'eau (respect AP), débit réservé

Favoriser une gouvernance locale : les SAGE

Avancement des SAGE



Favoriser une gouvernance locale La gestion des cours d'eau jusqu'à aujourd'hui

- **Le propriétaire du lit d'une rive a en charge l'entretien du cours d'eau pour assurer son bon état**
- **En cas de déficience du propriétaire, une collectivité peut se substituer à lui pour**
 - Effectuer les travaux d'urgence et les faire payer a posteriori au propriétaire
 - Réaliser des opérations groupées d'entretien régulier dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (CE L215-15), déclarées d'intérêt général pour 5 ans (CE L211-7 et CR L151-36)
 - Réaliser des aménagements, lutter contre la pollution... (CE L211-7)
- **Cette compétence était facultative pour les collectivités**

Favoriser une gouvernance locale : GEMAPI

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (janvier 2014) , crée

- une compétence nouvelle : gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- des EPAGE
- une "aquataxe"

La compétence est confiée aux communes

Cette compétence est transférée aux EPCI à fiscalité propre (communautés de communes, d'agglomérations, urbaines ou encore les métropoles)

- La communauté de communes doit délibérer pour reconnaître cet intérêt communautaire d'ici le 31/12/2017
- À défaut, la comcom a l'intégralité de la compétence au 01/01/2018
- Pour les autres EPCI/FP, le transfert de compétences est automatique

Favoriser une gouvernance locale : GEMAPI

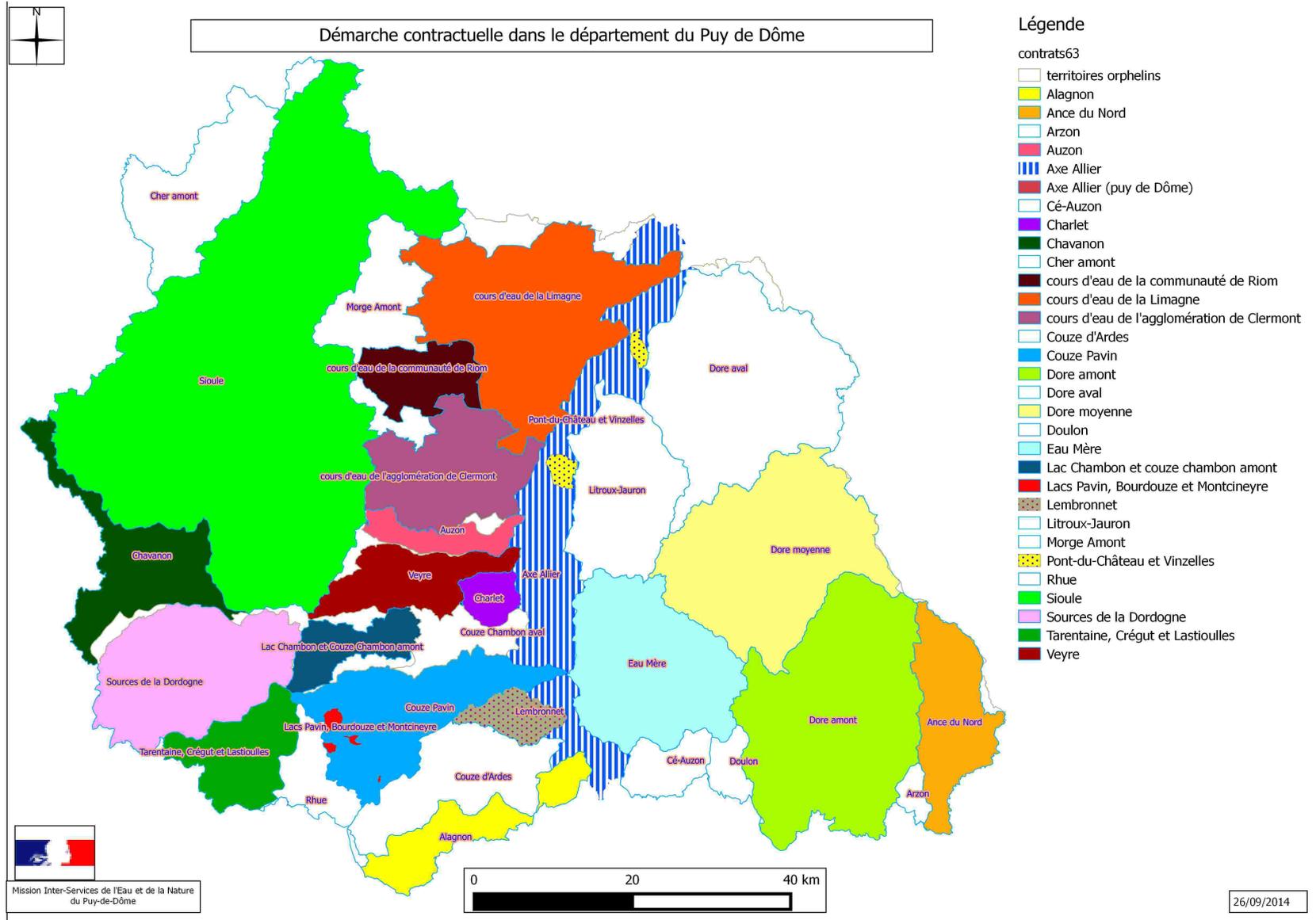
Vers une gestion cohérente et intégrée par bassin-versant

- **Des communautés de communes (ou d'agglomération...) pleinement responsables au 1/1/2016**
- **Un transfert de la compétence à organiser par bassin versant d'ici 1/1/2018**
 - Syndicats actuels ?
 - EPAGE (Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) ?
- Les services de l'Etat doivent informer, expliquer, proposer...
 - Des scénarii différents
 - en interaction avec l'agrandissement des communautés de communes

Favoriser une gouvernance locale : GEMAPI

2.2
2014

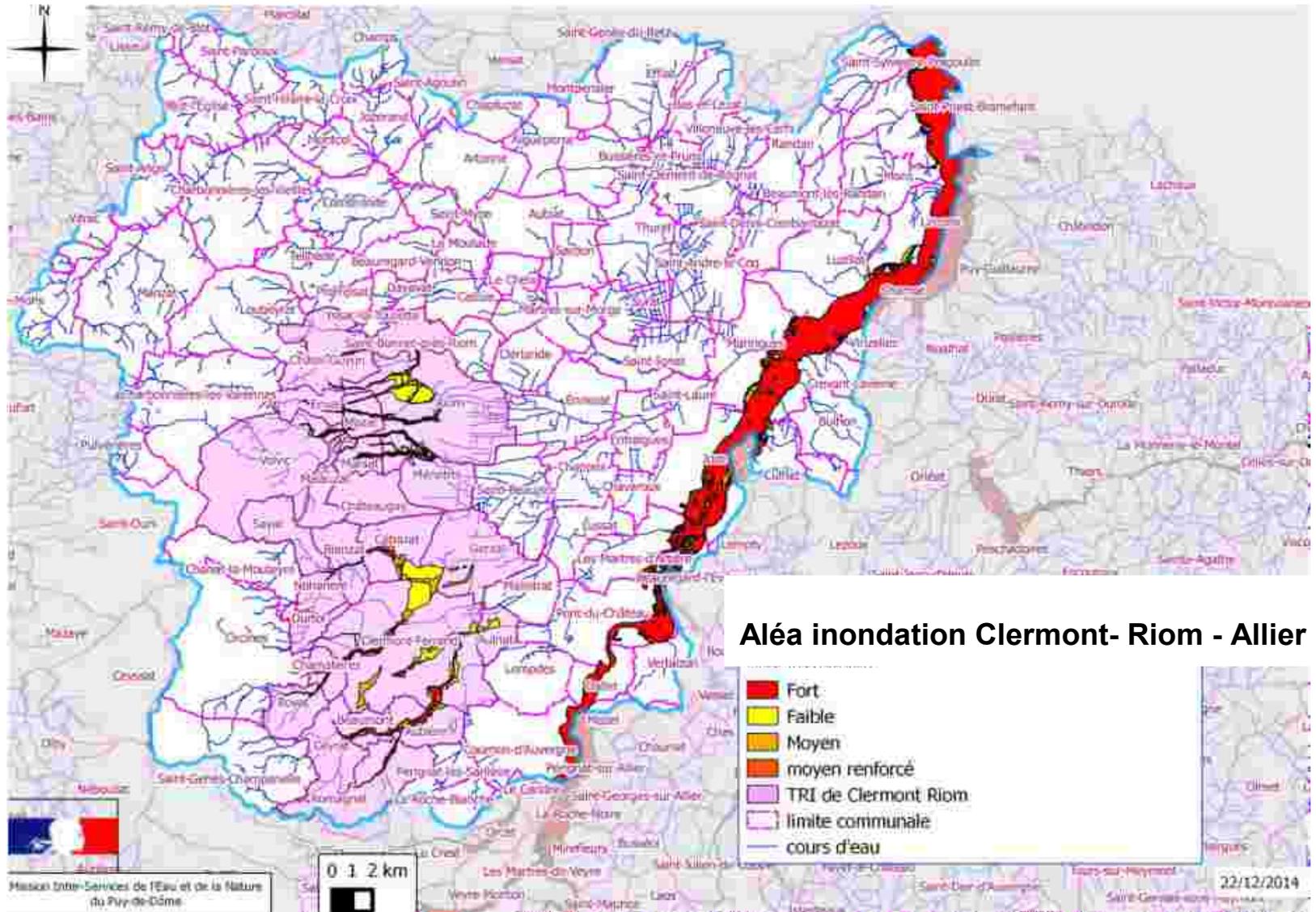
• Comment cette carte va-t-elle évoluer ?



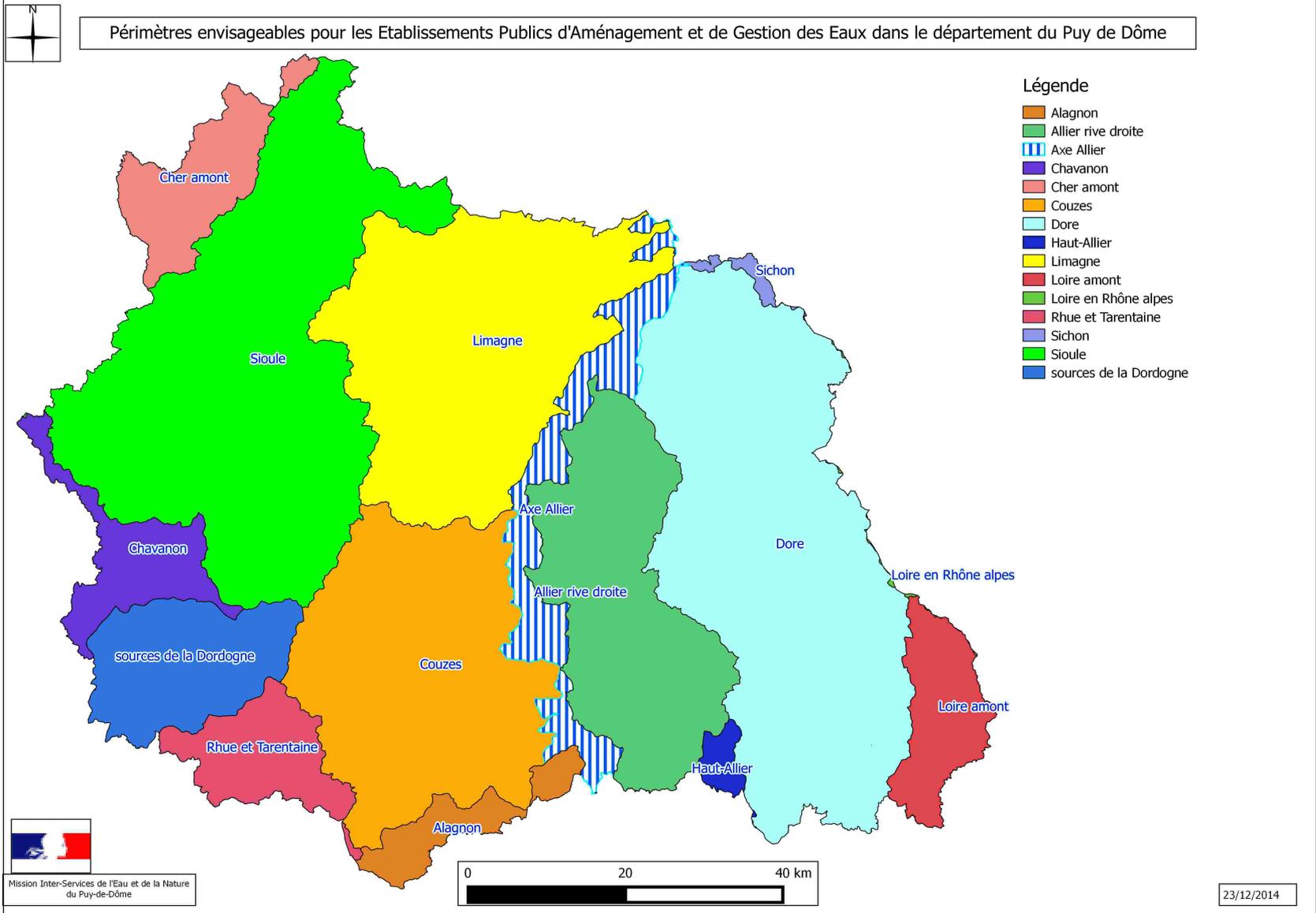
Favoriser une gouvernance locale : GEMAPI

2.2
2014

- En tenant compte de l'enjeu prévention des inondations



Vers des EPAGE ?



Incitation financière

- Répartition des aides l'Agence de l'Eau Loire Bretagne
 - Augmentation des aides à la gouvernance et au milieu

Axe	MISEN	Montant total des opérations dans le 63		Montant engagé en 2014 dans le 63	
E1	Structurer et développer une gouvernance eau	2 862 904 €	14%	1 548 461 €	16%
E2	Gérer la ressource en eau	974 922 €	5%	1 005 342 €	10%
E3	Améliorer et préserver la qualité des eaux	16 116 495 €	77%	6 554 513 €	67%
E4	Contribuer à la connaissance et à la prévention des risques liés à l'eau	159 600 €	1%	74 460 €	1%
E5	Préserver et restaurer les milieux aquatiques pour un bon état écologique	742 155 €	4%	513 323 €	5%
T1	Informier, communiquer et gérer les données sur l'eau et la nature	173 350 €	1%	36 131 €	0%
Total		21 029 426 €	100%	9 732 230 €	100%

- **Agence de l'Eau Adour-Garonne**
 - En 2014, 416 k€ d'aides pour **835 k€ de travaux** :
 - *Assainissement : 403 k€ (St Julien Puy Lavèze, Picherande)*
 - *Pollution agricole : 89 k€ (diagnostics Tarentaine et Godivelle par le PNR VA)*
 - *Milieux aquatiques : 244 k€ (PNR VA, CEN Auvergne,...)*

- **Réunions externes**

- 21 réunions de COPIL Natura 2000
- Participation aux bureaux des CLE et aux CLE de SAGE
- Réunions d'information sur le SDAGE et sur la gestion des eaux pluviales organisées par l'AELB

- **Dépliants d'information**

- 18 disponibles dont 3 nouveaux réalisés en 2014 (remblais, contrôle, zone humide et gestion forestière)

- **Site internet de l'Etat**

- Mise à disposition des actes administratifs
- Guides pour déclaration de travaux
- Fiches de synthèse sur les incidence possibles en site Natura 2000

- **Présentation du plan de contrôle aux partenaires externes : 20 mars**

- **Dépliant sur les distances d'épandage**
- **Consultation SDAGE**

Merci pour votre attention

